

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JENDI

Matahiti 139  
N° 19

TE VE'A A TE MAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 10  
no Me 1990

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 90-221 du 9 mars 1990 complétant le code de l'aviation civile et relatif à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne. (Arrêté de promulgation n° 444 DRCL du 30 avril 1990). . . . .

644

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

###### PRESIDENCE

Arrêté n° 460 CM du 27 avril 1990 portant clôture du programme d'actions 1989 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers (F.S.I.D.E.M.) et portant affectation prévisionnelle des ressources du programme 1990 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. . . . .

645

###### EXTRAITS

Arrêtés n° 461 à n° 466 CM du 27 avril 1990 accordant des aides financières, au titre de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.) dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers (F.S.I.D.E.M.) à la S.A.R.L. Soflex, à la menuiserie Mu Pitese, à la S.A.R.L. Parfumerie Sachet, à la S.A.E.M. Jus de fruits de Moorea, à la menuiserie Bernard Belzer et à M. Punuaaitua. . . . .

646

Arrêté n° 467 CM du 27 avril 1990 accordant à la société Air Tahiti l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour la part de ses bénéfices des exercices 1988 et 1989 réinvestie dans les programmes d'investissement des sociétés Société polynésienne des villages de vacances et Kaina village S.A.R.L. . . . .

647

Arrêté n° 468 CM du 27 avril 1990 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la S.A.R.L. Tahiti échappements pour la création d'un chantier naval. . . . .

647

Arrêté n° 246 PR du 30 avril 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la solidarité, de la jeunesse, de la famille et de la consommation. . . . .

648

**VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL  
ET DU PATRIMOINE CULTUREL**

**EXTRAITS**

Arrêté n° 472 CM du 27 avril 1990 relatif à l'importation de fleurs coupées pour le 1<sup>er</sup> mai et la fête des mères 1990 ..... 648

**MINISTERE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE**

Arrêté n° 1823 MME du 26 avril 1990 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement. .... 650

Arrêté n° 1882 MME du 30 avril 1990 modifiant l'arrêté n° 1579 MME du 7 avril 1990 autorisant la pêche des trocas et fixant les quotas dans les lagons de Fakarava et Toau. .... 653

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIERES**

**EXTRAITS**

Arrêté n° 474 CM du 27 avril 1990 autorisant l'affectation d'une parcelle du domaine territorial à Apataki, au profit de la commune de Arutua (Tuamotu-Gambier). .... 654

Arrêté n° 475 CM du 27 avril 1990 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 619 CM du 26 juin 1985 en ce qu'elles concernent M. Teina Maraura et autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime à Tiputa (commune de Rangiroa) au profit de M. Teina Tahutu Maraeura (fils). .... 654

Arrêté n° 476 CM du 27 avril 1990 abrogeant l'arrêté n° 279 CM du 26 février 1986 concernant M. Lambert Darrouzes et autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime à Manihi (commune de Manihi) au profit de M. André Nicolas Tuaira. .... 654

Arrêté n° 477 CM du 27 avril 1990 modifiant l'arrêté n° 233 DOM du 3 mars 1983 accordant en occupation temporaire trois emplacements du domaine public maritime à Tikehau (commune de Rangiroa) au profit de M. Teroroarilvaiaui dit Roger Natua. .... 654

Arrêté n° 479 CM du 27 avril 1990 autorisant l'affectation de trois parcelles du domaine territorial Purarau au profit de la commune de Arutua. .... 654

Arrêté n° 480 CM du 27 avril 1990 modifiant l'arrêté n° 35 CM du 11 janvier 1989 portant déclassement pour incorporation au domaine privé du territoire de deux emplacements de domaine public maritime à Anau et leur affectation à la direction de l'équipement. .... 654

Arrêté n° 481 CM du 27 avril 1990 autorisant la location d'un emplacement remblayé à Anau (commune de Bora Bora) au profit de Mme Tetura Teheura. .... 655

**MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Arrêté n° 486 CM du 27 avril 1990 portant fixation de la tarification des transports scolaires lagonaires entre l'île de Tahaa et l'île de Raiatea. .... 655

Arrêté n° 1857 MED du 30 avril 1990 portant délégation de signature à Mlle Tearaitua Varet, agent CC1 en fonction au service du personnel et de la fonction publique. .... 655

**MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Arrêté n° 471 CM du 27 avril 1990 portant transfert de crédits au sous-chapitre 960-10 du budget du territoire, exercice 1990. .... 656

**MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES  
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE**

**EXTRAITS**

Arrêté n° 484 CM du 27 avril 1990 portant nomination d'un directeur par intérim à la Centrale d'approvisionnement pour l'habitat. .... 656

Arrêté n° 485 CM du 27 avril 1990 nommant M. Guy Sue en qualité de chef de service des affaires administratives par intérim pendant le congé de M. Marcel Langomazino. ....	656
Arrêté n° 241 PR du 27 avril 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la Ligue de Polynésie française de judo jiu jitsu et disciplines associées. ....	656
Arrêtés n° 243 et n° 244 PR du 30 avril 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit des associations sportives Fei Pi et Vaioata de Pueu. ....	657

---

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

---

### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Secrétariat du gouvernement.—Texte relatif aux résultats des élections du 8 avril 1990 des membres de la Chambre d'agriculture et d'élevage. ....	657
---	-----

---

## PARTIE NON OFFICIELLE

---

Annonces judiciaires et légales. ....	657
Annonces diverses. ....	660

---

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUES

**ARRETE n° 444 DRCL du 30 avril 1990 portant promulgation du décret n° 90-221 du 9 mars 1990 complétant le code de l'aviation civile et relatif à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— Décret n° 90-221 du 9 mars 1990 complétant le code de l'aviation civile et relatif à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne, paru au J.O.R.F. n° 60 du 11 mars 1990, p. 3025.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Jean MONTPEZAT.

**Décret n° 90-221 du 9 mars 1990 complétant le code de l'aviation civile et relatif à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et du ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, et notamment son article 5 ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1er. — Les articles R. 134-4, R. 134-5 et R. 134-6 du code de l'aviation civile sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. R. 134-4. — Les services rendus par l'Etat pour la sécurité de la circulation aérienne et pour la rapidité de ses mouvements à l'arrivée et au départ des aérodromes dont l'activité dépasse un certain seuil donnent lieu à rémunération sous forme d'une redevance pour services rendus, dite Redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

« La liste de ces aérodromes est fixée par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des finances.

« La redevance est due par l'exploitant de l'aéronef ou, s'il est inconnu, par le propriétaire de l'aéronef. Elle est exigible à l'occasion de chaque départ d'un aérodrome figurant sur cette liste.

« Son montant est déterminé en fonction de la masse maximum au décollage de l'aéronef, par application d'un taux unitaire, suivant des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des finances.

« Le taux unitaire normal doit tenir compte du coût national du service rendu.

« Des taux unitaires particuliers peuvent être fixés pour certaines zones dans lesquelles le coût du service rendu s'écarte de plus de 10 p. 100 du coût national.

« L'arrêté peut prévoir des modes de calcul fondés sur des moyennes pondérées pour des aéronefs d'un même type exploitées par une même entreprise.

« Des taux unitaires réduits peuvent être fixés pour les vols dont l'aérodrome de départ et l'aérodrome d'arrivée sont situés sur le territoire métropolitain et qui ne comportent ni escale intermédiaire ni escale antérieure ou ultérieure en territoire étranger (vols domestiques), ainsi que pour certaines liaisons nommément désignées entre départements d'outre-mer ou entre territoires d'outre-mer.

« Art. R. 134-5. — Sont exonérés de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne :

« 1. Les vols effectués en totalité selon les règles du vol à vue ;

« 2. Les vols se terminant à l'aérodrome de départ de l'aéronef et au cours desquels aucun atterrissage n'a eu lieu (vols circulaires) ;

« 3. Les vols effectués par les aéronefs dont la masse maximum certifiée au décollage est inférieure à deux tonnes métriques ;

« 4. Les vols civils effectués par les aéronefs qui sont la propriété d'un Etat, à condition que ces vols ne soient pas effectués à des fins commerciales et sous réserve de réciprocité ;

« 5. Les vols militaires des Etats signataires de la convention Eurocontrol ou ayant conclu avec la France des accords de réciprocité ;

« 6. Les vols de recherche et de sauvetage autorisés par un organisme compétent ;

« 7. Les vols effectués en vue de vérifier ou de tester les équipements au sol utilisés ou destinés à être utilisés comme aide à la navigation aérienne ;

« 8. Les vols d'essai effectués exclusivement en vue d'obtenir, de renouveler ou de maintenir le certificat de navigabilité d'un aéronef ou d'un équipement ;

« 9. Les vols d'entraînement effectués exclusivement en vue d'obtenir, de renouveler ou de maintenir un brevet de pilote ou une qualification pour les personnels navigants.

« Art. R. 134-6. - Le recouvrement de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne est assuré selon la réglementation en vigueur en matière de créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 sus-visé.

« Sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, le paiement doit être effectué avant la date indiquée sur le titre de perception ; cette date ne peut être antérieure au trentième jour qui suit la date d'émission du titre de perception. Une majoration de 10 p. 100 de la somme à payer et des intérêts de retard sont appliqués en cas de non-paiement à la date précitée.

« Le paiement comptant peut être requis du redevable s'il apparaît que cette procédure est mieux à même de garantir le recouvrement de la créance de l'Etat.

« A défaut de paiement, constaté par les agents chargés du recouvrement de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne, un état exécutoire pour le montant restant dû en principal, majorations et intérêts liquidés, est émis par le ministre chargé de l'aviation civile. Cet état exécutoire est confié à l'agent judiciaire du Trésor.

« Les modalités de perception de la redevance sont précisées par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'aviation civile. »

Art. 2. - Les dispositions du présent décret sont applicables dans les territoires d'outre-mer.

Art. 3. - L'article 2 du décret n° 85-889 du 12 août 1985 complétant le code de l'aviation civile et instituant au profit de l'Etat une redevance pour services terminaux de la circulation aérienne est abrogé.

Art. 4. - Le montant des redevances d'atterrissage perçues en application de l'article R. 224-1 du code de l'aviation civile

sur les aérodromes des départements et territoires d'outre-mer figurant sur la liste mentionnée à l'article R. 134-4 dudit code est diminué de 16 p. 100 à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté interministériel décidant leur inscription sur cette liste.

Art. 5. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1990.

MICHEL ROCARD

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et de la mer,*  
MICHEL DELEBARRE

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,  
des finances et du budget,*  
PIERRE BÉRÉGOVOY

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,  
porte-parole du Gouvernement,*  
LOUIS LE PENSEC

*Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat,  
ministre de l'économie, des finances et du budget,  
chargé du budget,*  
MICHEL CHARASSE

## ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

### ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

#### PRESIDENCE

ARRETE n° 460 CM du 27 avril 1990 portant clôture du programme d'actions 1989 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.) dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers (F.S.I.D.E.M.) - affectation prévisionnelle des ressources du programme 1990 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 87-18 AT du 9 mars 1987 portant création du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.) ;

Vu la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 portant aménagement de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. ;

Vu l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988 fixant le règlement intérieur de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988 ;

Vu l'arrêté n° 797 CM du 13 juillet 1989 relatif à la composition du comité de gestion du F.S.I.D.E.M. ;

Vu l'arrêté n° 467 CM du 10 avril 1989 portant clôture du programme d'actions 1988 et affectation prévisionnelle des ressources du programme 1989 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. ;

Vu l'arrêté n° 1055 CM du 15 septembre 1989 portant première modification du programme pour l'année 1989 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. ;

Vu l'arrêté n° 1385 CM du 14 décembre 1989 portant modification du programme initial 1989 du F.I.S. et complété par l'arrêté n° 54 CM du 12 janvier 1990 ;

Vu l'arrêté n° 53 CM du 12 janvier 1990 arrêtant le programme initial 1990 du F.I.S. ;

Vu l'arrêté n° 320 CM du 23 mars 1990 arrêtant les comptes définitifs du F.I.S., gestion 1989 et portant report des reliquats sur la gestion 1990 ;

Vu le compte rendu de la réunion du comité de gestion du F.S.I.D.E.M. en sa séance du 22 mars 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 26 avril 1990,

Arrête :

#### Article 1er. — Clôture de l'exercice 1989

- Le montant définitif des dépenses de la gestion 1989 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. est arrêté à la somme de *trente-neuf millions cinq cent quarante-deux mille cinq cents francs CFP* (39.542.500 F CFP) ;
- Le solde comptable de l'exercice appert donc à *soixante-deux millions quatre cent cinquante-sept mille cinq cents francs CFP* (62.457.500 F CFP).

#### Art. 2. — Ouverture prévisionnelle du programme 1990

Au titre de l'année 1990, les ressources financières de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. sont prévisionnellement arrêtées comme suit :

— Dotation 1990 du budget du territoire (Arrêté n° 53 CM du 12.01.1990)	90.000.000 CFP
— Report des reliquats sur la gestion 1990 (Arrêté n° 320 CM du 23.03.1990)	3.000.000 CFP
<b>Total des ressources 1990</b>	<b>93.000.000 CFP</b>

Le programme 1990 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.I.D.E.M. est réparti prévisionnellement comme suit :

N° Op.	Libellé	Dotation en CFP
<b>A - Opérations reconduites</b>		
1.90	Op. 2.85 - Subventions	425.000
2.90	Op. 1.86 - Primes, subventions	1.300.000
3.90	Op. 6.88 - Subventions et avances sans intérêt	2.000.000
4.90	Op. 6.89 - Subventions diverses et avances sans intérêt	4.877.500
	<b>Total des opérations reconduites</b>	<b>8.602.500</b>
<b>B - Opérations nouvelles</b>		
5.90	Subventions et avances sans intérêt	70.397.500
6.90	Etude sur le statut et la représentation des petites et moyennes entreprises	4.000.000
7.90	Fonds de réserves	10.000.000
	<b>Total des opérations nouvelles</b>	<b>84.397.500</b>
	<b>Total général du programme 1990 (A + B)</b>	<b>93.000.000</b>

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 461 CM du 27 avril 1990. — L'aide financière suivante est accordée à la S.A.R.L. Soflex pour la mise en place d'une unité de découpage, sertissage et de montage de tuyauteries flexibles et métalliques :

— une subvention au titre de l'article 6-1 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 6 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988, modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988 : ..... 2.000.000 F CFP, soit 21,34 % du montant de l'investissement pris en considération.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention qui sera établie entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 462 CM du 27 avril 1990. — L'aide financière suivante est accordée à la menuiserie Mu Pitese pour son programme d'extension de l'atelier et d'acquisition de machines complémentaires :

— une subvention au titre de l'article 6-1 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 6 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988, modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988 : ..... 500.000 F CFP, soit 13,37 % du montant de l'investissement pris en considération.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention qui sera établie entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 463 CM du 27 avril 1990. — L'aide financière suivante est accordée à la S.A.R.L. Parfumerie Sachet pour son programme d'acquisition de matériel d'exploitation complémentaire :

— une subvention au titre de l'article 6-1 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 6 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988, modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988 : ..... 770.000 F CFP, soit 21,39 % du montant de l'investissement pris en considération.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention qui sera établie entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 464 CM du 27 avril 1990.— L'aide financière suivante est accordée à la S.A.E.M. Jus de fruits de Moorea pour son programme d'acquisition d'une machine à conditionner les liquides à chaud :

— une subvention au titre de l'article 6-1 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 6 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988, modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988 : ..... 5.840.000 F CFP, soit 20,42 % du montant de l'investissement pris en considération.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention qui sera établie entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 465 CM du 27 avril 1990.— L'aide financière suivante est accordée à la menuiserie Bernard Belzer pour son programme d'acquisition de machines-outils complémentaires :

— une subvention au titre de l'article 6-1 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 6 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988, modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988 : ..... 480.000 F CFP, soit 10,94 % du montant de l'investissement pris en considération.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention qui sera établie entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 466 CM du 27 avril 1990.— L'aide financière suivante est accordée à M. Punuaaitua Mare pour la création de son entreprise de travaux divers :

— une aide spécifique au titre de l'article 6-5 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 9 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988, modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988 : ..... 100.000 F CFP.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention qui sera établie entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 467 CM du 27 avril 1990.— Conformément aux dispositions des articles 18 et 19 de la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983 relative aux modalités d'application du code des investissements définissant pour la période s'étendant du 1er juillet 1983 au 31 décembre 1984 les secteurs d'activité éligibles et les avantages accordés aux entreprises agréées, prorogée par la délibération n° 85-1058 AT du 27 juin 1985 et modifiée par la délibération n° 88-21 AT du 11 février 1988, l'affranchissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est accordée à la société "Air Tahiti" pour la part de ses bénéfices réinvestie dans les programmes d'investissement des sociétés polynésiennes des Villages de vacances et Kaina village, agréées au code des investissements par arrêtés n° 12 CM et n° 13 CM du 9 janvier 1990.

Le montant de l'exonération accordée à la société Air Tahiti, au titre des exercices 1988 et 1989 est plafonné à *vingt-cinq millions deux cent quatre-vingt mille francs* (25.280.000 F CFP).

Les bénéfices réinvestis par la société Air Tahiti doivent être maintenus dans les sociétés hôtelières S.P.V.V. et Kaina village pendant toute la durée de l'agrément et de leur programme respectif.

Dans le cas contraire, les bénéfices exonérés seront rapportés, en vue de leur imposition, aux résultats de l'exercice en cause. Les bénéfices réincorporés pourront être majorés à concurrence de 10 % par année de taxation différée.

Toute contestation qui pourrait surgir de l'application des dispositions ci-dessus, devra être soumise à l'examen de la commission des investissements.

Par arrêté n° 468 CM du 27 avril 1990.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 83-95 AT du 2 juin 1983 et par la délibération n° 83-96 AT du 2 juin 1983 est accordé à la S.A.R.L. Tahiti échappements au titre d'entreprise de transformation entrant dans la catégorie G prévue à l'article 1er de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983, pour son projet de fabrication de bateaux.

Le montant hors droits de l'investissement est de *trente-neuf millions six cent soixante-dix-neuf mille francs CFP* (39.679.000 F CFP).

Conformément à l'article 7 de la délibération n° 83-95 du 2 juin 1983 et à l'article 4 de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983, la S.A.R.L. Tahiti échappements bénéficie d'un montant cumulé des exonérations fiscales et des aides financières décrites aux articles 4 à 6 suivants, plafonné à hauteur de *cinq millions neuf cent cinquante-sept mille francs CFP* (5.957.000 F CFP), soit un taux de 15 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Conformément aux articles 20 à 23 de la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983, la S.A.R.L. Tahiti échappements bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée.

Le montant de cette exonération est plafonné à *un million quatre cent vingt-six mille francs CFP* (1.426.000 F CFP).

Conformément aux articles 24 à 29 de la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983 et à l'article 5 de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983, la S.A.R.L. Tahiti échappements bénéficie d'une prime d'aide à l'investissement.

Le montant de cette prime d'aide à l'investissement est plafonné à *un million six cent trente mille francs CFP* (1.630.000 F CFP) et représente 4,1 % du montant hors droits de l'investissement.

Conformément aux articles 15 à 17 de la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983, la S.A.R.L. Tahiti échappements bénéficie du remboursement partiel de la part patronale des charges sociales

pendant 36 mois à compter de la mise en service des installations agréées, à raison de 1/3 de la part patronale des charges sociales.

Le montant de cette aide financière est plafonné à *deux millions neuf cent un mille francs CFP* (2.901.000 F CFP).

La validité du présent arrêté est subordonnée à la passation d'une convention entre la S.A.R.L. Tahiti échappements et le territoire de la Polynésie française, représenté par le Président du gouvernement.

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

Par arrêté n° 246 PR du 30 avril 1990.— M. Jacqui Drollet, ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation, pendant l'absence de Mme Huguette Hong Kiou, du 30 avril au 12 mai 1990.

**VICE-PRESIDENCE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL  
ET DU PATRIMOINE CULTUREL**

Par arrêté n° 472 CM du 27 avril 1990.— Des importations de fleurs coupées sont autorisées à l'occasion du 1er mai et de la fête des mères 1990.

Des quotas exceptionnels d'importation sont attribués aux établissements suivants :

Etablissements	1er Mai	Fête des mères
— Normaflor	— Muguet 1.500 brins	— Lys 100 tiges — Œillets 150 " — Roses 100 Dz — Gypsophile 30 Pqts — Misty blue 10 " — Statices bleu 4 " — Stagayer 50 tiges — Fleurist Box 3 btes — Muflier 100 tiges — Iris 100 " — Lys chr d 100 " — Lys chr t 100 "
— Kalinka	— Muguet 1.500 brins	— Roses 1.500 tiges — Chrysant et Tokio 300 " — Alstromerias 100 " — Florist Box 6 cartons — Lys 300 tiges — Gypsophyles 35 Pqts — Mufliers 200 tiges — Œillets 300 " — Iris 100 " — Stragayers 50 "
— Fleurs du Lotus	— Muguet 1.000 brins	— Œillets 300 tiges — Marguerites 200 " — Tokyo 200 " — Astroméria 200 " — Roses 500 " — Lys 200 "



Etablissements	1er Mai	Fête des mères
— Fleurs des Tropic	— Muguet 1.500 brins	— Gypsophiles 10 Pqts — Statice 5 " — Misty blue 5 " — Leucadendron 50 tiges — Gerbera 50 " — Roses 100 Dz — Chrysanthèmes 20 " — Alstromerias 10 " — Lys 30 " — Œillets 60 " — Leucadendrons 6 " — Gerberas 10 " — Gladiols 5 " — Iris 2 " — Misty blue 10 Pqts — Statice 15 " — Gypsophiles 30 " — Lophomyrtus 3 " — Mufliers 5 Dz — Florist box 2 cartons
— Polyflor	Idem que Fleurs des Tropic	Idem que Fleurs des Tropic
— Vaima Fleurs	— Muguet 1.500 brins	— Gypsophile 20 Pqts — Misty blue 15 " — Statice 10 " — Chrys daisy 300 tiges — Alstromeria 150 " — Lys variés 200 " — Gladiols 150 " — Iris 500 " — Œillets Std 200 " — Œillets Spray 300 " — Florist box 2 cartons — Liatrix 50 "
— Floreal	— Muguet 2.000 brins	— Roses 1.000 tiges — Gypsophile 25 Pqts — Misty blue 25 " — Fleurist box 5 cartons — Chrysanthème 300 tiges — Muflier 100 tiges — Alstromeria 100 " — Œillets 300 " — Iris 100 " — Lys 100 " — Leucadendrons 50 " — Gerbera 100 "
— Marie Garnier	— Muguet 1.000 brins	— Roses 300 Dz — Gypsophile 30 bu — Œillets 100 Dz — Florist box 5 Btes — Alstromeria 100 Dz — Misty blue 30 bu — Chrysanthèmes 100 Dz — Lilium 100 " — Gerbera 100 "

Ces quotas ont été déterminés au cours de la réunion de travail du 20 mars 1990.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'ÉQUIPEMENT  
ET DE L'ÉNERGIE**

**ARRETE n° 1823 MME du 26 avril 1990 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment ses articles 8, dernier alinéa, 35, 41 et 43 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 793 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie modifié par l'arrêté n° 514 PR du 4 juillet 1988 ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les E.F.O. modifié par l'arrêté n° 246 TP du 11 février 1952 ;

Vu l'arrêté n° 1317 TP du 20 septembre 1955 instituant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général des polices des ports maritimes et des rades en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 45-2122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies ;

Vu la délibération n° 77-142 du 29 décembre 1977, modifiée par celle du 16 septembre 1982 n° 82-92 portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et des bords de mer ;

Vu la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 du Président du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1124 CM du 12 octobre 1988 portant nomination de M. Alain Ollivier, directeur de l'équipement ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 1404 CM du 19 décembre 1988 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 6967 MME du 27 novembre 1989 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement ;

Sur proposition du directeur de l'équipement,

Arrête :

Article 1er. — M. Alain Ollivier, directeur de l'équipement, est habilité à signer "pour le ministre et par délégation", dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes n° 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exception toutefois pour le paragraphe 2-1 des avis d'appels d'offres.

Art. 2. — En particulier, M. Ollivier est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

1°) - *En matière de gestion de personnel :*

1-1) Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité à l'exception des chefs d'arrondissement, de groupe et de parc ;

1-2) Réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;

1-3) Ordres de service de recrutement temporaire d'agents de 5e catégorie n'excédant pas trois mois ;

1-4) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;

1-5) Notation définitive des agents placés sous son autorité à l'exception des chefs de secteur et du personnel des 2e et 1re catégories ;

1-6) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;

1-7) Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;

1-8) Congés annuels, congés de maternité et de maladie ;

2°) *En matière de gestion de crédits*

2-1) Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. et le Fonds spécial d'équipement routier et fluvial dans les matières relevant de la compétence de la direction de l'équipement ;

2-2) Tous marchés dont le montant n'excède pas le seuil fixé par l'arrêté prévu aux articles 2 et 47 du code des marchés publics.

Pour ces types de marchés simplifiés qui se substituent aux lettres de commande, lorsqu'il est nécessaire de prévoir des paiements fractionnés et par dérogation à l'article 48 du titre 2e de la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984, il peut ne pas être exigé de cautionnement.

2-3) Déclaration du caractère infructueux des appels d'offres, prévue au dernier alinéa de l'article 25 du code des marchés.

3°) *En matière de gestion du domaine public*

3-1) Délivrance des alignements ;

3-2) Autorisations ou permissions de voirie ;

3-3) Autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique ;

3-4) Autorisations de transports ou de convois exceptionnels ;

3-5) Transmission des contraventions de grande voirie au haut-commissaire de la République.

4°) *En matière d'extractions*

4-1) Autorisations d'extraction de sable dans les limites toutefois de quantités inférieures ou égales à douze (12) mètres cubes, prélevées manuellement et à condition que ces matériaux soient utilisés exclusivement pour la construction de maisons individuelles.

5°) *En matière de réglementation sur les explosifs*

5-1) Autorisations de transport des substances explosives ;

5-2) Autorisations d'entreposage des substances explosives ;

5-3) Autorisations relatives aux tirs et à l'emploi des poudres et substances explosives dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.

6°) *En matière de gestion portuaire*

6-1) Note d'informations nautiques ;

6-2) Autorisation d'organisation de manifestations sportives et culturelles sur le domaine public portuaire ;

6-3) Autorisations ou permissions de voirie sur le domaine public portuaire.

7°) *En matière de balisage maritime*

7-1) Avis aux navigateurs ;

7-2) Avis urgents aux navigateurs.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Ollivier, directeur de l'équipement, la suppléance sera assurée par MM. les chefs d'arrondissements ou de groupes (GAC, arrondissement bâtiment, infrastructure, maritime, GEGDP, parc) dans le cadre de leurs attributions respectives ; les dossiers concernant les archipels éloignés, non spécifiques à un arrondissement, seront du ressort de l'arrondissement maritime.

Le chargé de mission auprès de la direction reçoit délégation pour l'ETATP, le bureau foncier et le bureau des marchés.

A cet effet, MM. les chefs d'arrondissements ou de groupes, M. le chargé de mission, reçoivent les mêmes délégations de signature que celles accordées au titulaire.

Tous les dossiers, avant expédition aux destinataires, continueront à être enregistrés par le bureau du courrier après passage au secrétariat de la direction.

Le circuit "arrivée" du courrier reste inchangé.

Art. 4.— En matière de gestion de personnel, les ordres de déplacement et les réquisitions correspondantes visés aux paragraphes 1-1 et 1-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de leurs attributions et à l'exclusion des déplacements pour mission par :

- 1) - M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents de catégories CC5, CC4, CC3 ou assimilés placés sous leur autorité.

- 2) - M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Claude Emmanuel, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Georges Lan Ah Loi, chef du groupe administratif central ;
- M. André Vergez, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Gilbert Vêrité, chef du parc à matériel ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents placés sous leur autorité à l'exception des agents de première et de deuxième catégorie et des agents du cadre métropolitain de grades similaires.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. et le Fonds spécial d'équipement routier et fluvial visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, et jusqu'à concurrence de *cinq cent mille* (500.000) FCP seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. Augustin Cadousteau, adjoint au chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;

- M. Andrew Clark, chef du secteur de Bora Bora ;
- M. Philippe Falchetto, chef du secteur de Rurutu ;
- M. Georges Huioutu, chef du secteur de Tahaa ;
- M. Wilfred Huioutu, chef du secteur de Raiatea ;
- M. Robert Lo Yat, chef du secteur de Huahine ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef du secteur régie à la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Jean Saucourt, chef du secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef du secteur de Rimatara ;
- M. Jacques Tematua, comptable au groupe études et gestion du domaine public.

Art. 6.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. et le Fonds spécial équipement routier et fluvial visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics par :

- M. Gilbert Vérité, chef du parc à matériel ;
- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Georges Lan Ah Loi, chef du groupe administratif central ;
- M. Viky Hunter, chargé du personnel au groupe administratif central ;
- M. Jacques Lo You, comptable du groupe administratif central ;
- Mlle Chantal Hacques, responsable de la cellule informatique gestion au groupe administratif central ;
- M. Claude Emmanuel, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Jean-Pierre Dhome, chef du bureau d'études des travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Louis Crébier, chef de la subdivision génie maritime ;
- M. Jean-François Verpy, chef du bureau d'études travaux maritimes ;
- M. André Vergez, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Serge Mattiussi, adjoint au chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Jonas Tahuaitu, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- Mlle Marie-France Garrigues, chef de la subdivision travaux bâtiments ;
- M. Henri Grand, chef du bureau des expéditions ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Robert Lemarie, directeur de l'Ecole territoriale d'application des travaux publics ;
- M. Claude Laborde-Tuya, chargé de mission auprès du directeur ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;

- M. Julien Maurin, chef de la subdivision travaux bâtiment entretien ;
- M. Christian Mariotti, chef du bureau d'études architecture ;
- M. Léonard Puputauki, chef du bureau de l'armement ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision de Moorea, par intérim ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Lionel Grenouillet, chef de la subdivision de génie civil ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 7.— Les délivrances d'alignements visées au 3-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Gilbert Guido, chef de la cellule topographie ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises.

Art. 8.— Les autorisations ou permissions de voirie visées au 3-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 9.— Les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique visées au 3-3 et les autorisations de transports ou convois exceptionnels visées au 3-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 10.— Les autorisations d'extraction de sable, visées et définies au 4-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Robert Lo Yat, chef du secteur de Huahine ;
- M. Andrew Clark, chef du secteur de Bora Bora ;
- M. Willfred Huioutu, chef du secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef du secteur de Tahaa ;
- M. Jean Saucourt, chef du secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef du secteur de Rimatara ;
- M. Philippe Falchetto, chef du secteur de Rurutu.

Art. 11.— Les autorisations en matière de réglementation sur les explosifs visées et définies au 5° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure.

Art. 12.— Les autorisations en matière de gestion portuaire visées au 6e et de balisage maritime visées au 7e de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. Claude Emmanuel, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Louis Crébier, chef de la subdivision des travaux maritimes.

Art. 13.— Les autorisations en matière de balisage maritime visées au 7e de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions par :

- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises.

Art. 14.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 6967 MME du 27 septembre 1989 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Art. 15.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 1990.  
Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 1882 MME du 30 avril 1990 modifiant l'arrêté n° 1579 MME du 7 avril 1990 autorisant la pêche des trocas et fixant les quotas dans les lagons de Fakarava et Toau.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 83-65 du 31 mars 1983 portant création en Polynésie française du service territorial de la mer et de l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 portant réglementation de la pêche en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu l'arrêté n° 6866 MME du 22 novembre 1989 fixant les conditions de pêche et de commercialisation des trocas en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1579 MME du 7 avril 1990 autorisant la pêche des trocas et fixant les quotas dans les lagons de Fakarava et Toau,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 1579 MME du 7 avril 1990 est modifié comme suit : "la pêche des trocas est autorisée dans les lagons mentionnés ci-dessous, pour les quotas et pendant les périodes fixés dans le tableau suivant :

Lagons de	Quota (en tonnes)	Date d'ouverture
Fakarava	43	26, 27, 28, 30 avril et 4 mai 1990
Toau	15	10, 11, 12 mai 1990"

Art. 2.— Le chef du service de la mer et de l'aquaculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 30 avril 1990.  
Boris LEONTIEFF.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS,  
DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

Par arrêté n° 474 CM du 27 avril 1990. — Est affectée, au profit de la commune de Arutua, la parcelle domaniale, cadastrée commune associée de Apataki, section E 1 n° 152, d'une superficie de 12 a 80 ca.

Cette affectation est destinée à la construction de logements pour les instituteurs.

La commune sera tenue de construire les logements dans un délai de 3 ans.

En cas de changement de destination des lieux, le territoire recouvrera la jouissance du terrain et deviendra propriétaire des immeubles y édifiés par accession, sans aucune indemnité.

Par arrêté n° 475 CM du 27 avril 1990. — Les dispositions de l'arrêté n° 619 CM du 26 juin 1985 accordant en occupation temporaire divers emplacements du domaine public maritime dans les îles Tuamotu-Gambier sont abrogées en ce qu'elles concernent M. Teina Maraëura à Tiputa, commune de Rangiroa.

Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Teina Tahuhu Maraëura, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 800 m<sup>2</sup>, sis à la pointe Ohotu au droit de la terre Peretue, près de la passe de Tiputa, commune de Rangiroa, destiné à l'exploitation d'un parc à poissons (ref. OH2).

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à *cinq mille francs CP* (5.000 FCP).

Par arrêté n° 476 CM du 27 avril 1990. — L'arrêté n° 279 CM du 26 février 1986 autorisant M. Lambert Tuaira Darrouzes à occuper 7 emplacements du domaine public maritime à Manihi, commune de Manihi, destinés au collectage et à l'élevage de la nacre est abrogé.

Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. André Nicolas Tuaira, l'autorisation d'occuper temporairement 8 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2.300 m<sup>2</sup>, sis au regard de Kamoka à Manihi, commune de Manihi, répartis comme suit :

- 300 m<sup>2</sup> pour 6 stations de collectage de naissains de nacre de 50 m x 1 m, à 200 m du rivage ;
- 1.000 m<sup>2</sup> pour élevage de la nacre, à 150 m du rivage ;
- 1.000 m<sup>2</sup> pour l'installation d'une ferme perlrière.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à *soixante mille francs CP* (60.000 FCP).

Par arrêté n° 477 CM du 27 avril 1990. — Les dispositions des articles 1er, 2 et 3 de l'arrêté n° 233 DOM du 3 mars 1983 accordant en occupation temporaire 3 emplacements du domaine public maritime à Tikehau, commune de Rangiroa, au profit de M. Teroroariivaiaui dit Roger Natua sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :*

*Article 1er.* — ... M. Teroroariivaiaui dit Roger Natua est autorisé à occuper... 3 emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 4.180 m<sup>2</sup> sis dans la passe Tuheiva à Tikehau, commune de Rangiroa.

*Article 2.* — ... 1°) Le bénéficiaire affectera exclusivement les emplacements concédés à l'implantation de *trois* (3) parcs à poissons...

*Article 3.* — La redevance annuelle est fixée à *vingt mille francs CP* (20.000 FCP)...

*Lire :*

*Article 1er.* — ... M. Teroroariivaiaui dit Roger Natua est autorisé à occuper... un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 2.000 m<sup>2</sup>, sis dans la passe Tuheiva à Tikehau, commune de Rangiroa.

*Article 2.* — ... 1°) Le bénéficiaire affectera exclusivement l'emplacement concédé à l'implantation d'un parc à poissons...

*Article 3.* — La redevance annuelle est fixée à *cinq mille francs CP* (5.000 FCP)...

*Le reste sans changement.*

Par arrêté n° 479 CM du 27 avril 1990. — Sont affectées, au profit de la commune de Arutua, trois parcelles de la terre domaniale, cadastrées section H 1 n° 67, n° 68 et n° 69 d'une superficie respective de 3.216 m<sup>2</sup>, 212 m<sup>2</sup> et 1.083 m<sup>2</sup>.

Cette affectation est destinée, en ce qui concerne les parcelles n° 67 et n° 68 à l'aménagement d'une zone d'habitation pour de jeunes couples ne disposant pas de biens immobiliers et en ce qui concerne la parcelle n° 69 à la création d'installations communales.

La commune sera tenue de réaliser ces aménagements dans un délai de 3 ans.

En cas de changement de destination des lieux, le territoire recouvrera la jouissance des terrains et deviendra propriétaire des immeubles y édifiés par accession, le tout sans indemnité.

Par arrêté n° 480 CM du 27 avril 1990. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 35 CM du 11 janvier 1989 portant déclassement pour incorporation au domaine privé du territoire de 2 emplacements de domaine public maritime à Anau, commune de Bora Bora, sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :*

"Sont affectés à la direction de l'équipement les emplacements maritimes susdésignés, destinés après remblais, à l'aménagement d'un accès public à la mer..."

*Lire :*

"Est affecté à la direction de l'équipement l'emplacement d'une superficie de 730 m<sup>2</sup> susdésigné, destiné, après remblais, à l'aménagement d'un accès public à la mer..."

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 481 CM du 27 avril 1990.— Est autorisée, au profit de Mme Tetura Teheiuira née Vaiho, la location d'un emplacement remblayé d'une superficie de 510 m<sup>2</sup> en bordure de la route de ceinture et face à une parcelle de la terre Tahuaapere à Anau, commune de Bora Bora.

Et tel qu'il figure sur le plan d'alignement n° 211-5 établi par le service de l'aménagement.

Cette location est consentie, à compter de la date des présentes, pour une durée de neuf (9) années consécutives, moyennant le loyer annuel de dix mille deux cents francs (10.200 FCP).

Le montant du loyer sera révisable tous les deux ans conformément aux dispositions de l'article 17 de la délibération n° 78-145 du 24 août 1978.

#### *Conditions particulières*

1°) La locataire est tenue d'établir et entretenir sur l'emplacement remblayé un passage public d'une largeur de 3 mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer. Elle devra matérialiser par une haie vive ou une clôture la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

2°) La locataire fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 35 CM du 11 janvier 1989 portant déclassement pour incorporation au domaine privé du territoire de 2 emplacements de domaine public maritime à Anau, commune de Bora Bora et leur affectation à la direction de l'équipement, en ce qui concerne l'emplacement de 510 m<sup>2</sup>, sont rapportées.

#### **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**ARRETE n° 486 CM du 27 avril 1990 portant fixation de la tarification des transports scolaires lagonaires entre l'île de Tahaa et l'île de Raitea.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la fonction publique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 79-18 du 29 janvier 1979 portant organisation et financement des transports routiers, maritimes et aériens à l'intérieur des îles ou inter-îles, modifiée par les délibérations n° 81-1 du 15 janvier 1981 et n° 81-25 du 19 mars 1981 ;

Vu la convention n° 80.278 du 8 mai 1980 portant financement des transports scolaires (participation entre l'Etat et le territoire) ;

Vu le procès-verbal de la réunion entre les transporteurs lagonaires de Tahaa, le ministre de l'éducation et le ministre des transports terrestres en date du 17 avril 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— La tarification des transports scolaires lagonaires entre l'île de Raitea et l'île de Tahaa est fixée comme suit :

Uturoa - Vaitoare	: 260 FCP
Uturoa - Faaaha	: 320 FCP
Uturoa - Haamene	: 360 FCP
Uturoa - Hipu	: 440 FCP
Uturoa - Patio	: 500 FCP
Uturoa - Poutoru	: 300 FCP
Uturoa - Tiva	: 360 FCP
Uturoa - Tapuamu	: 400 FCP
Uturoa - Murifenua	: 480 FCP

Art. 2.— Les prix fixés à l'article premier s'entendent pour un transport aller-retour.

Art. 3.— Les unités de transports habilitées à effectuer les transports scolaires devront se conformer aux règles de sécurité et de limitation de capacité édictées par le service des affaires maritimes.

Art. 4.— Le ministre de l'éducation et de la fonction publique et le ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'éducation  
et de la fonction publique.*  
Raymond VAN BASTOLAER.

*Le ministre du budget, du plan  
et de l'aménagement du territoire,*  
Louis SAVOIE.

**ARRETE n° 1857 MED du 30 avril 1990 portant délégation de signature à Mlle Tearatua Varet, agent CC1 en fonction au service du personnel et de la fonction publique.**

Le ministre de l'éducation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 511 PR du 30 juin 1988 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 522 PR du 4 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 octobre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1248 CM du 16 novembre 1989 chargeant Mlle Marielle Pettinato de l'intérim des fonctions de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 6936 MED du 24 novembre 1989 portant délégation de signature au chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim ;

Vu l'arrêté n° 387 MED du 25 janvier 1990 portant régularisation de l'affectation de Mlle Tearaitua Varet, agent contractuel de 1ère catégorie, au sein du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Marielle Pettinato, chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, les délégations de signature qui lui sont consenties en application de l'arrêté n° 6936 MED susvisé sont exercées par Mlle Tearaitua Varet, agent CC1.

Art. 2.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 avril 1990.  
Raymond VAN BASTOLAER.

**MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**ARRÊTÉ n° 471 CM du 27 avril 1990 portant transfert de crédits au sous-chapitre 960.10 du budget du territoire, exercice 1990.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 164 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 89-146 AT du 23 décembre 1989 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Les dépenses ordinaires du sous-chapitre 960.10 du budget du territoire pour l'exercice 1990 sont modifiées comme suit :

(en francs CFP)

Art.	Libellé	En —	En +
651.03	Primes et aides au développement économiques	30.000.000	
657.82	Subvention à la Société d'aménagement et de développement de Tahiti-Iui		30.000.000
	Total	30.000.000	30.000.000

Art. 2.— Le ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du budget, du plan  
et de l'aménagement du territoire,*  
Louis SAVOIE.

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,  
DES TRANSPORTS TERRESTRES  
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

Par arrêté n° 484 CM du 27 avril 1990.— M. Léon Chancel, directeur adjoint de la Centrale d'approvisionnement pour l'habitat est nommé directeur par intérim de la Centrale d'approvisionnement pour l'habitat à compter du 1er mai 1990.

Par arrêté n° 485 CM du 27 avril 1990.— M. Guy Sue, agent de 1ère catégorie au service des affaires administratives, est nommé chef du service des affaires administratives par intérim, pour la période du 17 avril au 31 mai 1990 pendant le congé de M. Marcel Langomazino.

Par arrêté n° 241 PR du 27 avril 1990.— M. André Norel, président de la Ligue de Polynésie française de judo jiu jitsu et disciplines associées, B.P. 2955 Papeete, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 60 millions de francs composé de 400.000 billets à 150 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 9 juin 1990 à Papeete.



Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'organisation des compétitions internationales Oceania (achat de médailles, accueil, visite touristique) et au développement du judo, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

#### Primes aux vendeurs

1er lot :	15.000.000 F	4.000.000 F
2e lot :	3.000.000 F	650.000 F
3e lot :	1.000.000 F	200.000 F
4e lot :	800.000 F	150.000 F
5e lot :	500.000 F	100.000 F
6e lot :	300.000 F	60.000 F
7e lot :	200.000 F	40.000 F

Par arrêté n° 243 PR du 30 avril 1990.— M. Freddy Vernaudo, président de l'A.S. Fei Pi, dont le siège social est sis à Papeete, B.P. 2077 PPT-Tahiti, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 60.000.000 de francs composé de 600.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 28 octobre 1990.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné au remboursement de la 6e annuité de l'emprunt de 100.000.000 de francs (construction du complexe sportif), sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

#### Primes aux vendeurs

1er lot :	10.000.000 F	1.000.000 F
2e lot :	2.000.000 F	200.000 F
3e lot :	1.000.000 F	100.000 F
4e lot :	1.000.000 F	100.000 F
5e, 6e lots :	500.000 F	(5e, 6e lots) 50.000 F
7e au 10e lot :	100.000 F	(7e au 10e lot) 10.000 F

Par arrêté n° 244 PR du 30 avril 1990.— M. Lehartel Moana, président de l'A.S. Vaioataha de Pueu, dont le siège social est sis à Pueu P.K. 9, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 60.000.000 de francs composé de 600.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 4 novembre 1990.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'aménagement de leur complexe sportif et au remboursement de l'emprunt contracté auprès de la Socrédo, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

1er lot :	15.000.000 F	1.500.000 F
2e lot :	2.000.000 F	200.000 F
3e lot :	1.000.000 F	100.000 F
4e lot :	500.000 F	50.000 F
5e au 9e lot :	100.000 F	(5e au 9e lot) 10.000 F

#### Primes aux vendeurs

### ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

#### TEXTE

Résultats des élections du 8 avril 1990 des membres de la Chambre d'agriculture et d'élevage, proclamés le 2 mai 1990 par la Commission de contrôle chargée de la révision de la liste électorale et du recensement des votes.

#### Ont obtenu :

- Liste "Taatira Feia Faahotu" ..... 2.821 voix
- Liste "Tapura Amui A Te Feia Faapu  
E Faamu Animara no Porinetia" ..... 2.052 voix
- Liste "Te Feia Hotu Rau No Porinetia" ..... 1.154 voix

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

VIDEO CLUB de TAHITI  
Société à Responsabilité Limitée  
au Capital de 3.000.000 FCP  
R.C. PAPEETE N° 2407-B  
N° TAHITI : 117 408/01 VID

#### AVIS DE DISSOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, réunie le 30 avril 1990, a décidé de dissoudre la Société par anticipation, suite à disparition de l'objet social, à compter du même jour.

Elle a nommé M. Raymond MEDINA, actionnaire, demeurant à ARUE, P.K. 4,2, comme liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus suivant la loi et les usages du Commerce en vue de mener à bonne fin les opérations de liquidation.

Le siège de la liquidation a été fixé à PIRAE.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué en annexe au Registre du Commerce de Papeete, au Greffe du Tribunal de Commerce de PAPEETE.

Les modifications dans les mentions publiées antérieurement, résultant de la décision de dissolution ci-dessus, sont les suivantes :

*Ancienne mention*

Durée de la Société :  
99 années, expirant le 9 avril 2084

*Nouvelle mention*

Durée de la Société :  
dissolution anticipée à la date du 30 avril 1990.

Pour avis et mention :  
*Le liquidateur,*  
Raymond MEDINA.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

**SOCIETE ANONYME TEVA**  
en abrégé SA TEVA

Société anonyme au capital de 30.000.000 de F.CFP  
Siège social : Papara, domaine Atimaono

**AVIS DE CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte aux minutes de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, en date du 30 avril 1990, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : Société anonyme

*Dénomination sociale* : SOCIETE ANONYME TEVA, en abrégé SA TEVA.

*Objet* :

La société a pour objet l'achat, le traitement, le conditionnement des fruits et dérivés et de tous autres produits de l'agriculture, et la commercialisation des produits traités et des sous-produits.

*Siège social* : Papara, domaine Atimaono.

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

*Apports en numéraire* : 30.000.000 de F CFP

*Apports en nature* : néant

*Capital social* :

Le capital social s'élève à 30.000.000 de F CFP divisé en 30.000 actions de 1.000 F CFP chacune, libérées du quart à la souscription.

*Avantages particuliers* : néant

*Admission aux assemblées* :

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées et participer aux délibérations quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

*Exercice du droit de vote* :

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

*Clause restreignant la libre cession des actions* :

La cession des actions à des tiers non actionnaires est soumise, aux termes de l'article 11 des statuts, à l'agrément préalable du conseil d'administration.

*Répartition des bénéfices et du boni de liquidation* :

Sur les bénéfices distribuables, tels que déterminés par la loi, l'assemblée générale ordinaire fixe la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes et décide, soit de reporter à nouveau le solde, s'il en existe, soit de l'inscrire à un ou plusieurs comptes de réserves.

En cas de liquidation, l'actif net est employé d'abord pour le remboursement du capital versé par les actionnaires et le surplus est réparti entre eux en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent :

*Administrateurs* :

- Le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Georges KELLY, vice-président, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel.
- La société Jus de Fruits de Moorea, société anonyme d'économie mixte au capital de 57.512.000 F CFP, dont le siège est à Moorea, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 1050-B, représentée par M. Hans Carlson, demeurant à Papeete, Vallée de Tipaerui.
- La Société Coopérative Agricole Teva, par abréviation SCA TEVA, société civile particulière de personnes à capital et personnel variables, au capital initial de 2.600.000 F CFP, dont le siège est à Papara, constituée suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 27 avril 1990, représentée par M. Joël JUVENTIN, demeurant à Papeete, quartier Dauphin, avenue Georges Bambridge.
- La Banque Socredo, société anonyme d'économie mixte au capital de 2.000.000.000 de francs CFP, dont le siège est à Papeete, 115, rue Dumont d'Urville, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 1491/50, représentée par M. Jean VERNAUDON, demeurant à Papeete, 115 rue Dumont d'Urville.
- La Société Civile Agricole Mahuni, société civile au capital de 10.000.000 de francs CFP, dont le siège est à Afaahiti P.K.4, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 1837-B, représentée par Mme Tevaite BORDES, demeurant à Afaahiti P.K. 5,500.
- M. Philippe COURAUD, demeurant à Punaauia P.K. 15,800.
- Et M. Hans CARLSON, demeurant à Papeete, Vallée de Tipaerui.

*Président du conseil d'administration* :

Aux termes de sa première délibération en date du 30 avril 1990, le conseil d'administration a nommé M. Philippe COURAUD aux fonctions de président du conseil d'administration.

*Commissaire aux comptes* :

M. Christian PICARD, demeurant à Papeete, Centre Vaima.  
La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
D. CALMET,  
Notaire remplaçant.

**ANNONCE LEGALE**

Suivant acte sous seing privé en date du 23 avril 1990, enregistré à Papeete le 28 avril 1990, folio 79 bordercau 2082/59, M. Adolphe Terei a cédé à M. Yves Tchan les 24 parts lui appartenant dans la S.A.R.L. Novatech.

En conséquence, M. Adolphe Terei a démissionné de ses fonctions de gérant.

# AVIS DE CONSTITUTION GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE AGRICOLE DE PAPENOO

Au terme d'un acte sous seing privé, il a été constitué un G.I.E., le 27 février 1990, et enregistré à Papeete le 23 mars 1990 sous le R.C. n° 3879 D, dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Dénomination* : G.I.E. Agricole de Papenoo

*Forme* : Groupement d'Intérêt Economique

*Capital social* : 150.000 F CFP

*Siège social* : Papenoo P.K. 17,500

*Objet* :

Ce groupement a pour objet la mise en commun de tous les moyens propres tendant à faciliter ou à développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité.

Il pourra ainsi faciliter la formation professionnelle de ses membres, de développer leurs activités économiques, de mettre en valeur le patrimoine immobilier.

*Durée du groupement* :

Le groupement est constitué pour 10 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Gérance* : Le groupement est géré par un conseil d'administration dont la composition est :

- Président : DOUDOUTE Yves
- Trésorier : TURI Louis
- Secrétaire : ATGER Paul
- Assesseurs : TETAURU Jean-Luc, PAI Johanna.

Pour avis, le Président,  
Pour le président :  
ROZIER Bruno.

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE TEVA  
en abrégé S.C.A. TEVA  
Siège social : Papara

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 26 avril 1990, approuvé par l'assemblée constitutive du même jour, déposés au rang des minutes de M. Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, le 27 avril 1990, il a été constitué une société coopérative agricole présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société civile particulière de personnes à capital et personnel variables régie par les dispositions de la délibération n° 34 du 3 mars 1958 portant statut de la coopération dans le territoire de la Polynésie française rendu exécutoire par arrêté n° 119 AAE du 22 mars 1958 en application du décret n° 184 du 2 février 1955 ainsi que par les dispositions de la décision n° 269 ER du 17 avril 1978 relative à l'homologation du statut-type des sociétés coopératives en Polynésie française.

*Dénomination sociale* : Société Coopérative Agricole Teva, en abrégé S.C.A. TEVA.

*Siège social* : Papara

*Circonscription territoriale* : Circonscription territoriale des îles-du-Vent

*Durée* : 99 années

*Capital initial* :

2.600.000 F CFP divisé en 520 parts de 5.000 F CFP chacune

*Administrateurs* :

- M. Charles THUNOT, demeurant à Papeete, chemin vicinal de Taunoa
- M. Enrico PICARD, demeurant à Taravao
- M. Brice COPPENRATH, demeurant à Hitiaa, P.K. 34,600
- Mme Tevaite BORDES-TAUOTAHU, demeurant à Afaahiti P.K. 5,500
- M. Joël JUVENTIN, demeurant à Titirapa-Taravao
- M. José WILD, demeurant à Papeete, 87 rue des Remparts
- Et M. Albert VAN BASTOLAER, demeurant à Taravao, magasin Teva

*Commissaire aux comptes* :

M. Christian PICARD, demeurant à Papeete, Centre Vaima.

Aux termes de sa première délibération, le conseil d'administration de la Société Coopérative Agricole Teva en date du 26 avril 1990, a nommé en tant que :

- Président : M. Charles THUNOT
- Vice-président : M. Enrico PICARD
- Secrétaire-trésorière : Mme Tevaite BORDES-TAUOTAHU

*Cessions de parts et admission* :

Agrément du conseil d'administration

*Immatriculation* :

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis,  
D. CALMET,  
Notaire remplaçant.

## ANNONCES DIVERSES

AMICALE DU SUD-OUEST ET MIDI PYRENEES  
A TAHITI

## Modification des statuts

Le siège de l'Amicale est à PAPEETE, à l'Hôtel Prince HINOI, avenue Prince HINOI, B.P. 4545, ou en tout lieu désigné par le bureau.

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: MONTPEZAT Jean
Président actif	: PAMBRUN Eugène
Vices-présidents	: DUDES Michel
	MOURAREAU Pierre
	LAPALOQUE Jean
Secrétaire	: POUYAU Christine
Secrétaire adjoint	: ALY Roger
Trésorier	: FOUILLOUX Paul Marc
Trésorier adjoint	: DAURE Christian
Commissaire aux comptes	: LAUGARO Henri
Membres	: DAVID Claude
	LAYRE Alfred
	LARREY Jean-Louis
	LAUGARO Monika
	PEYROUSET Jean-Bernard
	ROCACHER Bruno
	LUXCEY Maurice
	LARREY Yolande
	PAMBRUN Sylvie

ASSOCIATION ARTISANALE "ATITIRAU"  
(ATOHEI - PAPENOO)

## Extraits de statuts

L'Association dite "ATITIRAU", fondée le 20 mars 1990 a pour objet :

- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moraux et professionnels de ses membres ;
- de venir en aide aux membres.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à PAPENOO-ATOHEI, P.K. 17,500 côté montagne.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: PIHATARIOE Taumihau
Présidente	: MARII Terai
Vice-présidente	: TEIRI Bianca
Secrétaire	: PAI Manolita
Vice-secrétaire	: PAI Joahanna
Trésorier	: PAI Taheta
Vice-trésorière	: TIAIPOI Anna
Assesseurs	: PAI Maria
	TIAIPOI Pecky

Récépissé n° 90-764 MUR/AA du 19 avril 1990.

## ASSOCIATION ARTISANALE "TE VAHINE HEIPUA"

## Extraits de statuts

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de TE VAHINE HEIPUA.

Son siège social est fixé à Faaa-Heiri.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de FAAA :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TEMAURI Maru
Président	: KAUA Kaua
Vice-président	: KAUA Pockura
Secrétaire	: TAUAROA Jasmine
Secrétaire adjoint	: FAREATA Roiti
Trésorière	: AA Terii
Trésorière adjointe	: AA Rumi
Assesseurs	: TEMAURI Sonia
	HIRIGA Raipuni

Récépissé n° 90-846 MUR/AA du 2 mai 1990.

## BANQUE SOCREDO

S.A.E.M. au capital de 2.000.000.000 F CFP

R.C. PAPEETE 1.491.59

Siège Social : 115, rue Dumont-d'Urville - PAPEETE (TAHITI)

Bilan au 31 mars 1990

(en milliers de F CFP)

ACTIF		PASSIF	
Caisse, I.E.O.M., T.P., C.C.P. ....	3.268.617	I.E.O.M., T.P., C.C.P. ....	—
Etablissements de crédit et institutions financières :		Etablissements de crédit et institutions financières :	
— Comptes ordinaires. ....	2.897.804	— Comptes ordinaires. ....	154.400
— Prêts et comptes à terme. ....	9.099.369	— Emprunts et comptes à terme. ....	23.128.148
Bons du Trésor, pensions, achats fermes et créances nég. sur marchés ....	1.200.000	Valeurs données en pension ou vendues ferme. ....	1.178.501
Crédits à la clientèle :		Comptes créditeurs de la clientèle :	
— Créances commerciales. ....	502.746	— Sociétés et entrepreneurs individuels :	
— Autres crédits à court terme. ....	6.439.569	— Comptes ordinaires. ....	3.017.591
— Crédits à moyen terme. ....	14.840.095	— Comptes à terme. ....	3.653.284
— Crédits à long terme. ....	33.912.479	— Particuliers :	
Comptes débiteurs à la clientèle. ....	687.071	— Comptes ordinaires. ....	7.131.780
Valeurs à l'encaissement. ....	648.631	— Comptes à terme. ....	10.998.199
Comptes de régularisation et divers. ....	1.194.528	— Divers :	
Titres de participations et de filiales. ....	217.911	— Comptes ordinaires. ....	1.190.515
Immobilisations. ....	2.846.768	— Comptes à terme. ....	777.967
Opérations de crédit-bail. ....	60.090	Comptes d'épargne à régime spécial. ....	10.503.317
.....		Bons de caisse, créances nég. sur les marchés. ....	3.096.227
.....		Comptes exigibles après encaissement. ....	381.053
.....		Comptes de régularisation, provisions et divers. ....	7.410.751
.....		Opérations sur titres. ....	367
.....		Réserves. ....	3.193.578
.....		Capital. ....	2.000.000
TOTAL DE L'ACTIF. ....	77.815.678	TOTAL DU PASSIF. ....	77.815.678
<p>Papeete, le 4 mai 1990. Copie certifiée conforme : J. VERNAUDON, Directeur général.</p>		HORS - BILAN	
		— Cautions, avals, autres garanties d'ordre d'Ets de crédit et d'inst. financières. ....	—
		— Cautions, avals, autres garanties, reçus d'Ets de crédit et d'inst. financières. ....	5.050.859
		— Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle. ....	4.071.345
		— Cautions, avals, obligations cautionnées, autres garanties d'ordre de la clientèle. ....	764.903
		— Acceptations à payer et divers. ....	11.412
		— Opérations en devises. ....	45.825

**RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA  
DE L'ECOLE DE LA MISSION  
(Tirée le 28 avril 1990)**

1er lot .....	n° 33.662
2e lot .....	n° 45.034
3e lot .....	n° 34.383
4e lot .....	n° 41.069
5e lot .....	n° 11.350
6e lot .....	n° 20.752
7e lot .....	n° 47.434
8e lot .....	n° 50.242
9e lot .....	n° 15.931
10e lot .....	n° 49.546

**ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES  
DU LOTISSEMENT TOAROTU RAHI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	: BARBANCHON Michel
Vice-président	: VILLANT Jean-Jacques
Secrétaire	: CHEVRIER Jean
Trésorier	: SCHUTZ Dany
Assesseur	: MACHOUX Christian
Conseiller technique	: DUBOIS Yves
Prestataire de service	: ESTALL Jean-Yves

**COMMUNAUTE TEMARAMA D'ACTION SOCIALE,  
CULTURELLE ET SPORTIVE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Animateur Principal	: KELLY Georges
2e animateur	: FLORES Michel
3e animateur	: TERIIRERE Jean-Baptiste
Secrétaire	: LETANG Sabrina
Secrétaire adjointe	: AVAEORU Hélène
Trésorière	: KELLY Evelyne
Trésorier adjoint	: APUARII Jean-Claude

**ASSOCIATION FOLKLORIQUE MATAIREA  
PAPEARI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: KEANE Allen
Président	: WONG PO Marcel
Vice-président	: MAHAA Marama
Secrétaire	: VAN BASTOLAER Ginette
Secrétaire adjoint	: TARIHAA Rémy
Trésorier	: RUAROO Thomas
Trésorier adjoint	: SCHOLERMANN Alfred
Commissaire aux comptes	: TAHUAITU Axel

**AMICALE DU FONDS D'ENTRAIDE AUX ILES**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	: CHIN FOO Raymond
Vice-présidente	: VAROA Monique
Trésorier	: NORDHOFF James
Trésorier adjoint	: TCHIN Rémy
Secrétaire	: ALFONSI Antonina
Secrétaire adjoint	: FANAURAI Glenn
Conseillers	: MAKE Emilio MARAMA Jean
Animateur	: YEUN Jacky

**ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES  
DU LOTISSEMENT TE MARU ATA**

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: LIRON Michel
Vice-président	: MERCIER Charles
Secrétaire	: MARIOTTI Christian
Trésorier	: COGONI Yves
Membre	: RIGO Bernard

**ASSOCIATION SPORTIVE POUMAKA  
HAKAHAU - UA POU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président d'honneur	: TEIKIEHUPOKO Samuel
Président	: AH-SCHA Joseph
Secrétaire	: DORDILLON Jacques
Secrétaire adjoint	: BRUNEAU Hugon
Trésorier	: HIKUTINI Guy
Trésorier adjoint	: TEIKIEHUPOKO Sylvain

**ASSOCIATION AGRICOLE DE FETUNA RAIATEA  
ILE SOUS-LE-VENT**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	: HAAPA Lucien
Vice-président	: REVAE Hiritia
Trésorier	: TIHOPU Lemaire
Trésorier adjoint	: TANOAA Maurice
Secrétaire	: TEIHOTAATA Hantia dit Turo
Secrétaire adjoint	: PUKE Raki
Membres	: TAUTOO Roopinia PENI Tavida MU Francis Marama TANOAA Pani TERAIUTIUTI Boucher Poucet

**SYNDICAT DES MARINS  
DU SERVICE DE L'EQUIPEMENT**

**PROCES-VERBAL DE RENOUVELLEMENT**

Les membres et adhérents du Syndicat des Marins du Service de l'Equipelement, ont été convoqués par radio, par voie de presse et se sont réunis en assemblée générale extraordinaire le vendredi 27 avril 1990 vers 14 h 30 à la terrasse du restaurant du port autonome de Papeete.

A l'ordre du jour : Renouvellement des composantes du S.M.S.E.

*1- Ont été élus au scrutin secret pour le Bureau Syndical*

Président	:	BOOSIE Yannick
1er vice-président	:	BARSINAS Hivatete
2e vice-président	:	DELIGNY Edouard
3e vice-président	:	FOUCAUD Maxime
Secrétaire	:	BREDIN Carl
1er secrétaire adjoint	:	MARONUI Pierre
2e secrétaire adjoint	:	PARAU Jacques
Trésorier	:	INA Lucien
Trésorier adjoint	:	TEAUROA Pora

*2 - Ont été élus à main levée au titre  
de membres contrôleurs du S.M.S.E.*

Membre contrôleur	:	TEMATAHOTOA Turo
Membre contrôleur	:	OPUTU Paul
Membre contrôleur	:	TERITEHAU François
Membre contrôleur	:	BURNS Norbert

Membre contrôleur	:	TORI Axel
Membre contrôleur	:	NANUATERAI Gérard

*3 - Ont été adoptées à l'unanimité des adhérents  
présents les propositions ci-après :*

1er.— Désaffiliation du Syndicat des Marins du Service de l'Equipelement de la Fédération des Syndicats de Polynésie Française à compter du 1er mai 1990. Le S.M.S.E. redevenant un syndicat indépendant et gardant ses délégués du personnel.

2e.—Création au sein de l'Arrondissement Maritime du Service de l'Equipelement d'une section syndicale et nomination au titre de délégué syndical du S.M.S.E. de messieurs :

BOOSIE Yannick, Capitaine au Grand Cabotage  
OPUTU Paul, Capitaine au Grand Cabotage  
PARAU Jacques, Matelot

Après approbation par l'Assemblée générale extraordinaire du taux de cotisation pour les années 1990 et 1991, la séance a été levée vers 16 h 50.

M. BOOSIE Yannick, Capitaine au Grand Cabotage, a donc été reconduit dans ses fonctions de Président du Syndicat des Marins du Service de l'Equipelement.

*Le Président de Séance,*  
Turo TEMATAHOTOA.

*Le Secrétaire de Séance,*  
Paul OPUTU.

*Le Président élu,*  
Yannick BOOSIE.

**T A R I F**

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc..., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

**I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

	Polynésie Française	FRANCE et TOM		ÉTRANGER		ANNONCES et AVIS
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Numéro.....	180	216	243	237	324	Annonces judiciaires, commerciales diverses : - la ligne..... 180 frs - les mêmes renouvelées .. 72 frs
Abonnement 6 mois.....	2.160	2.592	3.240	2.808	3.888	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc..
Abonnement 1 an.....	3.960	4.824	6.120	5.400	7.416	- la ligne..... 129 frs